Nouveau consensus européen sur le développement - notre monde, notre dignité, notre avenir

2017/2586(RSP) - 01/06/2017 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 405 voix pour, 70 voix contre et 159 abstentions, une résolution préparée par sa commission du développement, sur la déclaration conjointe du Parlement, du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil et de la Commission sur le nouveau consensus européen pour le développement «Notre monde, notre dignité, notre avenir».

le Parlement salue la proposition de la Commission tendant **à réviser le consensus européen pour le développement de 2005** afin de l'adapter au nouveau contexte du développement mondial résultant de l' adoption du programme à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable, ainsi qu'aux évolutions intervenues dans l'architecture législative et institutionnelle de l'Union.

Globalement, les députés se félicitent que le nouveau consensus consacre expressément comme objectif premier de la politique de l'Union pour le développement, la réduction et, à long terme, **l'élimination de la pauvreté**.

Ils réaffirment la nécessité de respecter intégralement les principes de la coopération efficace au service du développement que sont **l'appropriation des priorités de développement par les pays en développement**, l'accent mis sur les résultats, des **partenariats ouverts à tous** et la transparence et la **responsabilité**.

Ils insistent sur la nécessité de recourir à des mécanismes en matière d'obligation de rendre compte vis-à-vis du suivi et de la mise en œuvre des ODD ainsi que de l'objectif visant à consacrer **0,7% du RNB** (revenu national brut) **à l'APD** (aide publique au développement).

Ils invitent l'Union et ses États membres à présenter un calendrier au regard de la réalisation progressive de ces objectifs et à **remettre annuellement un rapport d'avancement au Parlement européen** à cet égard.

Ce faisant, ils approuvent la déclaration conjointe du Parlement, du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil et de la Commission sur le nouveau consensus européen pour le développement «**Notre monde, notre dignité, notre avenir**».